

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Lebensmittel
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Interpellation / Anfrage
Datum	01.01.1965 - 01.01.2022

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Burgos, Elie
Bühlmann, Marc

Bevorzugte Zitierweise

Burgos, Elie; Bühlmann, Marc 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Lebensmittel, Interpellation / Anfrage, 2004 - 2010*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Institutionen und Volksrechte	1
Regierungspolitik	1
Wirtschaft	1
Landwirtschaft	1
Lebensmittel	1

Abkürzungsverzeichnis

WTO	Welthandelsorganisation
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
EU	Europäische Union

OMC	Organisation mondiale du commerce
ONUAA	Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
UE	Union européenne

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Institutionen und Volksrechte

Regierungspolitik

INTERPELLATION / ANFRAGE
DATUM: 20.09.2010
MARC BÜHLMANN

Für Erheiterung nicht nur im Nationalrat sondern in der gesamten Bevölkerung sorgte eine Antwort von Bundesrat Merz auf eine Frage Grin (svp, VD) zum Import von gewürztem Fleisch. Der Bundesrat erlitt einen Lachanfall beim Lesen der arg mit Beamtendeutsch gespickten Botschaft, der nachher sogar in der Werbung für „**Bündnerfleisch**“ verwendet wurde.¹

Wirtschaft

Landwirtschaft

Lebensmittel

INTERPELLATION / ANFRAGE
DATUM: 08.10.2004
ELIE BURGOS

En réponse à une **interpellation identique** déposée en mai par Jean-René Germanier (prd, VS) au Conseil national et par Simon Epiney (pdc, VS) (Ip. Epiney, 04.3350) au Conseil des Etats, demandant un **renforcement des AOC au niveau international** et notamment dans le cadre des négociations menées par la Suisse à l'OMC, le Conseil fédéral s'est engagé à plaider, dans le cadre du cycle de Doha de l'OMC, pour un relèvement du niveau de protection des indications géographiques.²

INTERPELLATION / ANFRAGE
DATUM: 12.06.2008
ELIE BURGOS

En mai, les Verts ont demandé un **débat urgent** au Conseil national sur la **crise et la sécurité alimentaires au niveau mondial**. Le débat a eu lieu début juin. Les députés ont traité cette interpellation urgente en même temps que deux autres : celle du groupe socialiste relative à la hausse généralisée des prix des denrées alimentaires (Ip. 08.3253), et celle du groupe UDC sur la question de l'atténuation des conséquences de la hausse des cours des matières premières pour les citoyens et l'économie (Ip. 08.3252). Au plénum, les débats ont fourni l'occasion aux opposants à la libéralisation du marché agricole de se faire entendre. Leurs revendications ont été faites au nom de la lutte contre la faim qui touche plus de 850 millions de personnes dans le monde. Le PS et les Verts se sont élevés contre la spéculation pratiquée sur les marchés des denrées alimentaires et sur le pétrole, ont plaidé pour une prise en compte de la dimension sociale et durable de l'agriculture et ont demandé une participation financière soutenue de la Suisse au Programme alimentaire mondial (PAM) et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au vu de la gravité de la situation et des conséquences pour les pays en développement. Verts et socialistes se sont également attaqués aux accords de libre-échange que la Suisse désire conclure avec l'UE en matière agricole et alimentaire, et aux négociations en cours à l'OMC, voir ici. Le PDC, par la voix de Markus Zemp (AG), a de son côté émis des doutes quant à l'aide que pourrait amener une libéralisation des marchés agricoles aux pays les plus pauvres. A ce titre, il a déclaré que le PDC ne soutiendrait l'ouverture des marchés que s'il est assuré que le degré d'autosuffisance de la Suisse n'était pas mis en danger. De manière étonnante, mais selon des logiques différentes toutefois, l'UDC et les Verts se sont posés en défenseurs d'une agriculture suisse de proximité, rejetant au passage les accords internationaux de libre-échange agricole et leurs conséquences néfastes pour le pays. Quant aux radicaux, ils ont plaidé pour le maintien d'une surface exploitée et productive suffisante en Suisse (procurant aux agriculteurs un revenu décent), mais également pour un accord de libre-échange avec l'UE et une augmentation des investissements au niveau de la recherche et du développement agricole (OGM compris). La conseillère fédérale Doris Leuthard a réfuté les critiques adressées aux négociations en cours à l'OMC, renvoyant d'ailleurs à la lecture des prises de position des pays en développement. Elle a estimé que cette libéralisation du marché contribuerait au contraire à un commerce équitable au niveau mondial. Concernant la capacité d'autosuffisance de la Suisse en matière de produits agricoles, la conseillère fédérale a réfuté par les chiffres la situation de crise décrite par certains orateurs. Elle a ajouté qu'elle se battrait pour les engagements de la Suisse en faveur d'une agriculture durable et multifonctionnelle.³

- 1) AB NR, 2010, S. 1335 f.
- 2) BO CE, 2004, p. 622; BO CN, 2004, p. 1747; Lib., 2.9.04.
- 3) BO CN, 2008, p. 924 ss. LT, 21.5.08 (Verts); NZZ et SGT, 13.6.08 (débats).